dire, en outre, que l'amirauté anglaise avait plus d'une fois sollicité l'établissement d'un bassin de radoub de la première classe dans ce port.

Lors du dépôt de la résolution, j'ai dit que cet engagement pris par l'Etat de payer un certain taux d'intérêt pendant nombre d'années sur des obligations à émettre, n'était propre qu'à encourager les lanceurs d'affaires, ce qui est peu désirable. Les chances de rendre lucrative l'exploitation, au Canada, d'un bassin de radoub coûteux, sont bien faibles, en vérité soit sur le Pacifique, soit sur l'Atlantique. J'ai dit, cette fois-là, que le Gouvernement ferait bien de ne pas passer de marchés à la légère, quand il s'agit de construire un bassin de radoub. Il ne faudrait pas, par exemple, faire construire un bassin à Yarmouth, dans la Nouvelle-Ecosse, ou quelque part sur le Saint-Laurent, par la seule raison qu'un promoteur se déclare prêt à le construire et dit être en mesure de le faire. Ce serait bien peu sage. Ce que j'ai voulu faire observer, toutefois, c'est que si c'est l'intention du Gouvernement ou le désir de l'amirauté anglaise d'avoir, dans le port d'Halifax, un bassin de la première classe, en tout ou en partie pour des fins navales, la question se présente de savoir si, oui ou non, le Gouvernement doit l'entreprendre conjointement avec l'amirauté anglaise. J'ai idée que si le Gouvernement s'assurait les services d'un bon entrepreneur, qui s'engagerait à construire un bassin de radoub moyennant ce qu'il coûterait, plus un léger pour-cent de profit, ce serait une économie assez considérable à réaliser. Je ne serais pas surpris qu'un bon entrepreneur pût construire pour un million de moins qu'une compagnie n'en demanderait un bassin de radoub de cinq millions bâti en vertu d'un semblable marché.

Les compagnies d'intérêt privé, quand elles construisent des bassins de radoub, ont peut-être l'habitude de majorer ainsi indûment les frais de construction. Je voudrais soumettre ces vues au ministre et savoir si le Gouvernement considère la construction d'un bassin de radoub pour les besoins de la marine militaire et du commerce à Halifax comme une question d'intérêt public.

L'hon. M. HAZEN: Il existe actuellement un bassin de radoub subventionné, à Halifax qui est la station navale sur la côte de l'Atlantique et occupe une importante position. Ce bassin de radoub a été subventionné par le Gouvernement du Canada, par le gouvernement britannique, par

le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse et la ville d'Halifax. Il a rendu de grands services et, durant la guerre, il s'y est fait beaucoup de besogne. Ce n'est pas, cependant, un bassin de radoub de premier ordre. Aujourd'hui, le bassin de radoub de première classe à 1,150 pieds de longueur et le type établi par la loi actuelle comporte 125 pieds de largeur à la base. Le bassin de radoub d'Halifax a environ 600 pieds de longueur. Il est de la plus haute importance pour le Canada et pour l'empire qu'un bassin de radoub de premier ordre existe à une importante station navale comme Halifax. Le Gouvernement a étudié la question. Mon honorable ami croit que cette loi tendra à engager des spéculateurs à se lancer dans ce genre d'entreprise. A mon avis, il n'est guère probable que ce danger existe, s'il faut en juger par le passé; car, comme l'a fait remarquer mon collègue de Saint-Jean (M. Pugsley) on n'a jamais construit, jusqu'à ce jour, de bassin de radoub de premier ordre en vertu de la loi des subventions aux bassins de radoub, et même avec la modification que nous apportons aujourd'hui, il n'est guère probable que des promoteurs qui ne s'intéressent pas sincèrement au progrès du commerce maritime veuillent se lancer dans ce genre d'entreprises, et cela parce que l'entretien d'un bassin de radoub, une fois sa construction terminée, entraîne des dépenses considérables, et que les entrepreneurs de ces bassins de radoub, après les avoir construits et outillés, n'aient l'espoir de faire beaucoup d'affaires lucratives, il est fort peu probable qu'ils y engagent leurs capitaux.

L'hon. M. PUGSLEY: Le capital n'est pas garanti.

L'hon. M. HAZEN: Non. Tout ce qu'ils obtiennent, c'est cette subvention pour une période de 35 ans et cela suffit à peine au paiement des intérêts du capital. Ils doivent donc désirer réaliser de gros bénéfices sur les opérations du bassin de radoub. Il est fort à désirer qu'on établisse des bassins de radoub de premier ordre sur la côte orientale, à Halifax, et sur la côte occidentale, à Vancouver ou à Esquimalt et cela dans l'intérêt de la défense et du commerce du Canada comme de l'empire tout entier. Le Gouvernement a étudié la question ainsi que l'ont sans doute fait les gouvernements qui l'ont précédé et, quand l'honorable député de Winnipeg (M. Rogers), alors ministre des Travaux publics se trouvait en Angleterre, en mars et avril derniers, il a discuté la chose avec les autorités impériales. Il eut plusieurs entrevues avec les hauts fonctionnaires de l'amirauté, du ministère